

Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
CEDEX 02  
34064 Montpellier

Montpellier, le 11/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Société Languedoc Roussillon Matériaux (LRM)**  
**Carrière de Saint-André-de-Sangonis et site de traitement de matériaux de Pouzols**

Références : UD34/H3/MT/2025/068  
Code AIOT : 0006604405 (carrière) et 0006603786 (traitement)

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2025 dans l'établissement Languedoc Roussillon Matériaux (LRM - Pouzols) implanté sur les communes de Saint-André-de-Sangonis et de Pouzols. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société Languedoc Roussillon Matériaux (LRM)
- lieux-dits "Camp Tieulles" "Les Grands Vignes" "Chemin Ferrat" "Grand Bosc" à Saint-André de-Sangonis (carrière), et Chemin du Grand Bosc à Pouzols (installations de traitement)
- Régimes en vigueur : Autorisation (carrière) et Enregistrement (traitement)
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière extrait des matériaux alluvionnaires en eau et hors d'eau, sur des parcelles en rive droite de l'Hérault (commune de Saint-André-de-Sangonis). Les matériaux sont ensuite acheminés par un convoyeur aérien vers le site de traitement situé en rive gauche, sur la commune de Pouzols. Ces deux sites sont distincts sur le plan administratif, la carrière étant soumise à autorisation (échéance d'exploitation: novembre 2027) tandis que le site de traitement, qui avait bénéficié d'un récépissé de déclaration en date du 22/09/94, relève aujourd'hui du régime en vigueur de l'Enregistrement.

## **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Équipement sous pression

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Conditions d'admission des matériaux inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Demande d'action corrective	30 jours
5	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 10/10/2024, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	Remise en état finale de la carrière	Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 6.3.9	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registres des déchets inertes	Code de l'environnement du 04/06/2025, article R.541-43 et R.541-43-1	Sans objet
3	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15 et 18	Sans objet
4	Contrôle des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 26/12/2012, article 39	Sans objet
6	Phasage d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 10/10/2024, article 2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les observations formulées à l'issue de la visite concernent l'établissement des garanties financières, la procédure d'acceptation des déchets d'enrobés (nécessité de disposer des résultats des tests amiante et goudron), et la finalisation de la remise en état du secteur du plan d'eau.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Registres des déchets inertes**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 04/06/2025, article R.541-43 et R.541-43-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registres des déchets inertes
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article R.541-43: registre chronologique</u> I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement

de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.

Article R.541-43-1: registre national RNDTS / Trackdéchets

I.-Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.

I.-Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments. [...]

III.-Pour l'application du présent article, le site de l'excavation mentionné au II de l'article L.541-7 correspond :

1° Pour les terres excavées, à l'emprise des travaux, au sens de l'article R. 554-1, ou, le cas échéant, à l'emprise foncière placée sous la responsabilité de l'exploitant de l'installation classée pour la protection de l'environnement, dans la limite d'une distance parcourue par les terres excavées au maximum de trente kilomètres entre l'emplacement de leur excavation et l'emplacement de leur utilisation au sein de l'emprise des travaux ou de l'installation classée pour la protection de l'environnement ; [...]

**Constats :**

Le site de Pouzols reçoit pour traitement des matériaux d'extraction provenant de la carrière de Viols-le-fort (société Carrière du Pic saint-Loup), qui ne dispose pas des moyens techniques de traitement adaptés. Au regard du III de l'article R.541-43-1 et de l'article L.541-7 du Code de l'environnement, ces deux sites étant distants de moins de 30 km, les obligations en matière de traçabilité des matériaux inertes entre les deux sites ne leur sont pas applicables.

Le site de Pouzols réceptionne également des déchets inertes du BTP, notamment de type béton, enrobés, et des terres excavées.

Il a été constaté que l'exploitant a réalisé les transmissions des données de suivi relatives aux terres excavées sur le registre national prévu à l'article R.541-43-1 (RNDTS). Il est en cours d'adaptation de son application informatique pour faire ces déclarations sur l'application Trackdéchets qui se substitue désormais au RNDTS (un délai de tolérance est accordé jusqu'au 31/12/25).

Le registre chronologique relatif au suivi des autres déchets inertes (réalisé par le logiciel de pesées Massia) a été contrôlé lors de la visite. Il n'appelle pas d'observation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Conditions d'admission des matériaux inertes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'admission des matériaux inertes
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation visée à l'article 1 <sup>er</sup> met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure : <ul style="list-style-type: none"><li>- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;</li><li>- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;</li><li>- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Le site réceptionne des déchets du BTP notamment de type béton, et enrobés. L'exploitant a mis en place une procédure d'acceptation préalable, via le logiciel E-DAP. Il a été noté concernant la réception de déchets bitumineux le 16/05/25 (société ENSIO), que le chargement avait été accepté en l'absence de résultats d'analyses d'amiante et goudron (mentions en rouge "analyses manquantes" sur le logiciel). L'exploitant a pu réclamer au producteur et remettre à l'inspection en séance ces résultats d'analyses.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant d'adapter son organisation/procédures afin que les résultats d'analyses d'amiante et de goudron soient systématiquement exigés pour la réception des chargements contenant des enrobés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

## N° 3 : Équipements sous pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15 et 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Équipements sous pression
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 15 (inspections périodiques)</u> I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions

plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : [...] Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. [...]

#### Article 18 (requalifications périodiques)

I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : [...] dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.

#### **Constats :**

Lors de l'inspection de la DREAL réalisée en novembre 2023 il avait été constaté que le compresseur de 270 litres, mis en service en avril 2020, n'avait pas fait l'objet de l'inspection périodique obligatoire à l'échéance de 3 ans consécutivement à sa mise en service.

Lors de la visite de juin 2025, l'exploitant a présenté le dernier rapport d'inspection périodique de l'équipement, datant de mars 2024, réalisé par l'Apave.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 4 : Contrôle des retombées de poussières**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/12/2012, article 39

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle des retombées de poussières

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu. [...] Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats. Le respect de la norme NF X 43-007 (2008) - méthode des plaquettes de dépôt - et de la norme NFX 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article. La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]

#### **Constats :**

Un contrôle des retombées de poussières dans l'environnement est réalisé selon la méthode des plaquettes, par un plan de surveillance commun à la carrière et aux installations de traitement des matériaux. Le rapport d'Atmo Occitanie relatif à l'année 2024 a été vérifié. Il fait état d'une valeur maximale de retombées de 86 mg/m<sup>2</sup>/jour au droit du point « 2b » correspondant à une zone habitée au Sud de l'extraction: cette valeur est inférieure au seuil de 150 mg/m<sup>2</sup>/jour qui constitue

<p>la limite en dessous de laquelle l'empoussièrément est considéré faible.</p> <p>Ce niveau d'empoussièrément est en baisse par rapport au relevé réalisé en 2022 (constaté lors de l'inspection de la DREAL de novembre 2023), la valeur relevée ayant été de 376 mg/m<sup>2</sup>/jour, ce qui constituait un empoussièrément fort (au dessus de 250 mg/m<sup>2</sup>/jour). Il faut noter que cette zone habitée ne se trouve pas sous le vent dominant (de secteur Ouest-Nord-Ouest).</p> <p>Le rapport d'Atmo Occitanie de 2024 indique que l'empoussièrément constaté au droit du point « 2b » n'est probablement pas lié aux activités de LRM (mais possiblement lié à des activités agricoles), car il n'est n'était pas localisé sous le vent dominant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/10/2024, article 3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Garanties financières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les montants des garanties financières définis à l'article 7.2 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2010 sont remplacés par les montants suivants correspondants aux périodes restant en exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• période 2020-2025 : 436 636 euros</li> <li>• période 2025-2027 : 281 753 euros.</li> </ul> <p>[...] Le document attestant de la constitution des garanties financières est transmis au préfet dans le mois suivant la notification du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas remis le justificatif de constitution des garanties financières exigé à l'article 3. Le montant actuellement constitué est inférieur (222 085€).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé la remise de l'attestation de constitution des garanties financières d'un montant de 436 636 €, correspondant à la période courant de novembre 2020 à novembre 2025.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

#### N° 6 : Phasage d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/10/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Phasage d'exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'avancée de l'exploitation pour les périodes 2024-2025 et 2025-2027 se fera selon les plans de phasage fournis en annexe I.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan topographique d'exploitation datant de novembre 2024 a été consulté. Il a été constaté</p>

que le phasage prévu est respecté, ainsi que les cotes minimales d'extraction prévues à l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2010.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Remise en état finale de la carrière**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 6.3.9

**Thème(s) :** Autre, Remise en état final de la carrière

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité (exploitation de la carrière) conformément au dossier relatif à la présente demande et aux annexes jointes au présent arrêté. La remise en état du site sera réalisée de façon coordonnée à l'exploitation. Les travaux de remise en état du site consisteront à créer un plan d'eau sur une Superficie d'environ 7 ha. L'aménagement des berges du plan d'eau est réalisé avec différents profils favorables à une diversité faunistique et floristique (création de roselières, micro falaises, pour attirer le Guêpier d'Europe, etc...). Un chemin de promenade est aménagé sur la périphérie du plan d'eau. Il est agrémenté de plantations d'arbres et de haies. Le plan de remise en état est annexé à l'arrêté d'autorisation. La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter et doit être conforme au plan de remise en état annexé. L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au Préfet.

**Constats :**

Comme indiqué dans le rapport consécutif à l'inspection de novembre 2023, le plan d'eau a une dimension moindre que celle prévue dans le dossier initial. Lors de la visite de 2023, l'exploitant avait indiqué que des discussions étaient menées avec la commune, à laquelle la zone du plan d'eau sera rétrocédée en fin d'exploitation, afin de réaliser une remise en état conforme à leurs attentes et à l'usage ultérieur qu'elle prévoit. Lors de la visite de 2025 il a été constaté que la piste coupant le plan d'eau en 2 petits lacs est toujours présente.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'échéance de l'exploitation étant fixée à novembre 2027, et le secteur du plan d'eau n'étant plus l'objet de travaux d'exploitation, il est nécessaire que la finalisation de la remise en état de ce secteur soit engagée dans les mois à venir.

Dans cet objectif, il est demandé à l'exploitant d'indiquer à la DREAL en réponse au présent rapport le plan d'action qu'il prévoit, en lien avec la commune, afin d'engager les travaux de finalisation de la remise en état, tenant compte des objectifs de retour à un état naturel prévu par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 jours